

0. INTRODUCTION

Ce document a pour objectif de faire une étude actuelle sur l'Europe et l'Union Européenne. Cette vieille Europe, outil du capital, fait l'objet d'une crise sans précédent et nous voulons montrer les raisons et les exemples qui l'expliquent.

Nous commencerons par expliquer l'origine de l'Union Européenne, en mettant en avant les liens qui unissent le capital et les intérêts de la bourgeoisie.

Ensuite, nous nous concentrerons sur les politiques internes et externes que les Etats et l'Union Européenne ont mises en marche pour répondre à la dernière crise économique.

Enfin, nous analyserons les positions adoptées par les différents blocs idéologiques historiques, pour terminer sur une série de conclusions et de propositions.

Nous voudrions à travers cette réflexion, impulser un débat sur l'Union Européenne. Si nous voulons changer notre quotidien et prendre les positions et les attitudes qu'il faut, il est nécessaire de porter ce débat en Euskal Herria et discuter de cette institution qui conditionne et qui opprime tant nos vies.

Askapena

En Euskal Herria, le 1er juin 2017



1.

Capitalisme, impérialisme et institution européenne



Parler d'Europe revient d'une part à parler d'une petite zone géographique qui, au-delà de sa localisation stratégique qui débouche sur l'océan Atlantique, Arctique et qui est limitrophe -avec la Méditerranée- avec le continent africain peut être considérée comme un simple appendice occidental du gigantesque continent asiatique.

En revanche pour des raisons historiques, l'Europe exerce son influence au-delà de ce qu'elle représente géographiquement. En effet, l'Europe en tant que berceau du capitalisme et de l'impérialisme, désigne avant tout un espace politique et économique où se sont définies des réalités qui n'ont pas seulement marqué son territoire mais aussi la planète entière.

Le capitalisme aujourd'hui globalisé et hégémonique a une origine aussi précise que délimitée : l'Europe Occidentale. Il n'est pas né de l'austérité ni de la rigoureuse capacité à faire des économies par un secteur bourgeois en plein essor. Il est né suite à l'adaptation de mécanismes contraignants et fondamentaux pour répondre aux intérêts de cette puissante minorité bourgeoise en ascension. Un des premiers mécanismes a été la

confiscation, l'expropriation massive des moyens de production des travailleurs.euses européen.e.s avec l'aide précieuse de l'Etat: son outil politique par excellence. En effet, loin de la neutralité affichée, l'Etat moderne a été édifié par la bourgeoisie ascendante pour accéder à la défense de ses intérêts.

Les couramment appelés Etats-nations, comme nous les connaissons aujourd'hui, furent pensés sur la base des besoins de la bourgeoisie afin de délimiter un cadre territorial où pouvoir instaurer les lois nécessaires au processus d'accumulation. Ainsi, la délimitation du territoire pensée comme fonction de l'institution s'est établie aux dépens des peuples et des personnes qui y résidaient, imposant à travers la pression physique et idéologique le mode de production capitaliste. D'un côté, avec ce que nous avons déjà mentionné: l'expropriation massive des outils de travail de la majorité populaire afin de créer la force de travail nécessaire à son exploitation et d'un autre côté à travers l'imposition d'une homogénéité nationale, culturelle, linguistique et politique, nécessaire au développement

des intérêts de la bourgeoisie, actrice de ce processus.

Le second mécanisme coercitif clé, pour l'émergence du capitalisme, fut le pillage et la spoliation par les puissances européennes, de la richesse des pays périphériques. En effet, le cadre de production capitaliste européen a eu depuis sa création un caractère international. L'accumulation d'énormes sommes d'argent nécessaires pour opérer les premiers sauts technologiques de l'industrie de la fin du XVIIIème et du début XIXème, via un cycle prééminent politico-mercantile (colonialisme, phase initiale du capitalisme), comme l'évolution vers une matrice commerciale-productive (impérialisme, phase supérieure du capitalisme) ont été pour l'Europe ses principaux moteurs et sources de profits. C'est ainsi que les empires espagnols, hollandais, français et britanniques devinrent hégémoniques successivement et composèrent la structure capitaliste mondiale jusqu'à la moitié du XXème siècle.

1.1 L'Union Européenne: outil stratégique de la contre-offensive néolibérale

Suite à la Seconde Guerre Mondiale, cet espace économique et politique qu'est l'Europe s'est vu obligé d'effectuer un saut qualitatif dans sa coordination. En effet, les puissances capitalistes européennes se sont trouvées dans une situation interne de faillite économique et de faiblesse politique. L'URSS comme grande victorieuse du fascisme, est devenue une référence importante pour la gauche mondiale. Les premières mesures prises par les institutions européennes doivent se comprendre comme une réponse stratégique à ce contexte qui leur était

défavorable. Certaines mesures ont répondu aux intérêts des bourgeoisies européennes qu'elles ont cherché à protéger tout comme leur rôle dominant de plus en plus contesté. Pour le nouveau pouvoir capitaliste mondial hégémonique, les États-Unis, la possibilité que le bloc européen adopte des positions favorables à l'URSS était source également d'inquiétude. La grande injection d'argent à travers le plan Marshall ou la création de l'OTAN en 1949 étaient des approches stratégiques pour protéger économiquement et militairement l'espace européen. A partir de 1957, avec les Traités de Rome, se créèrent les premières structures communes (CEE et CEEA).

Si les premiers pas se donnèrent dans une période d'après-guerre où la corrélation de forces a forcé les secteurs dominants à être couplés à un capitalisme d'État assurant une certaine protection sociale pour les couches populaires (État providence), la deuxième phase, la consolidation des institutions européennes, constitue une partie substantielle de l'offensive néolibérale initiée par la bourgeoisie après la crise des années 70. C'est cette reconfiguration du système d'exploitation et de domination capitaliste qui nous offre les clés pour comprendre comment fonctionne l'Union européenne actuelle.

Telle est la consubstantialité des deux projets que les politiques néolibérales ne cristallisèrent pas vraiment au niveau européen jusqu'à la mise en œuvre du traité de Maastricht en 1992, avec le pilier économique et politique de l'Union Européenne comme nous le connaissons aujourd'hui. Si le maintien de l'URSS a été un facteur clé qui empêchait de commencer plus tôt, la première phase du

Union Européenne: NOUS NE TE VOULONS PAS, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE TOI!

néolibéralisme sauvage en Europe, l'URSS démantelée, a permis de mettre fin aux politiques redistributives impulsées par le pacte interclassiste d'après-guerre.

Les critères de convergence alors accordés, cette fois non pas inter mais intra-classe, imposèrent une économie au service du capital financier (en faveur des intérêts de la fraction de la bourgeoisie hégémonique dans le bloc dominant), fusions d'entreprises, soumission des politiques publiques à intérêts privés, l'offensive de marchandisation des biens publics. Comme expression la plus flagrante de cette engagement historique, l'Euro a été adopté comme la monnaie unique et la Banque Centrale Européenne a été créée. Cela revient à maintenir une classe travailleuse obéissante et disciplinée via notamment à la recrudescence des politiques répressives par la création d'un espace européen policier.

La deuxième phase qui commence en l'an 2000, appelée Stratégie de Lisbonne, serre encore plus la vis en supprimant les droits des classes populaires, ce qui, dans le jargon bourgeois, signifie " arriver à être en dix ans l'économie la plus dynamique et compétitive au monde basée sur la connaissance ". Pour obtenir cet objectif il a été approuvé de continuer à développer des contre-réformes, arrivant ainsi à un nouveau consensus qui rivalise avec son frère aîné à Washington en termes d'impopularité mais cette fois-ci décidé à Bruxelles : réduction des dépenses publiques, privatisation de l'État providence, réduction des prestations sociales et salariales, déréglementation des marchés du travail, allongement de l'âge de la retraite, etc. Ces mesures attaquant frontalement les conquêtes

historiques des secteurs subalternes, il n'est pas étrange qu'un élément important de la stratégie de Lisbonne ait été de déplacer l'adoption de ces mesures dans les institutions européennes et éviter ainsi une situation difficile et coûteuse pour les États de l'Union. Véritable alibi des États membres pour mettre en œuvre des mesures impopulaires, convenues auparavant, l'Union européenne crée à son tour l'illusion que les États membres sont de simples courroies de transmission et que les décisions étant prises dans une instance supérieure, les États ne représentent plus les espaces pertinents pour combattre les mesures prises.

Par conséquent, ce nouveau cadre bourgeois qu'est l'Union Européenne n'implique pas l'obsolescence du rôle des États pour la mise en œuvre de son projet stratégique. Au contraire. Ce que les fétichistes pensent de la mondialisation et d'une Union Européenne des tout-puissants en tant qu'entité externe qui empêche les gouvernements de prendre certaines décisions politiques, ne sont pas plus que des alibis de l'idéologie dominante pour entraver tout changement qui va à l'encontre de ses intérêts. Le manque de consensus et les différentes politiques financières récemment adoptées par une partie des États membres pour faire face à la crise, montre clairement que tant dans l'Union Européenne que dans le système capitaliste mondial, l'Etat reste l'outil politique central aux mains des secteurs dominants pour interférer, en dernière instance, en faveur de leurs intérêts de classe. Aucune transnationale, aucune institution, ni remplace ni peut faire sans l'Etat en tant que garant administratif et coercitif de l'ordre social, garant des relations de propriété, des relations contractuelles et, bien-sûr, garant de

Union Européenne: NOUS NE TE VOULONS PAS, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE TOI!

l'intégrité territoriale du cadre d'accumulation.

Maintenant, démasquée l'opération idéologique de la classe dirigeante dans laquelle est visible l'archaïsme de l'Etat face à la nouvelle institution supra étatique européenne, il ne faut pas pour autant soutenir la thèse selon laquelle l'Union Européenne n'affecte pas nos vies. Au contraire, elle le fait, mais elle le fait avec les Etats. Dans ce sens, l'Union Européenne représente un véritable bouclier idéologique et institutionnel pour défendre la classe dominante européenne car elle sert non seulement d'excuse pour les États afin d'échapper à leurs responsabilités, mais c'est aussi une institution vraiment existante qui a un impact notoire dans nos vies et qui agit, cerise sur le gâteau, avec un déficit de légitimité aberrant. Ces trois caractéristiques sont celles qui donnent toutes ses fonctionnalités stratégiques à l'Union Européenne.

Par conséquent, nous parlons d'une institution qui a la capacité d'imposer une trajectoire socio-économique à des millions de personnes et à des peuples entiers, sous la supervision et l'approbation des États et des lobbies qui pullulent à Bruxelles et qui ne font l'objet d'aucun contrôle populaire.

En effet, le Parlement, seul organe élu au suffrage universel, se contente d'un rôle sommairement ratificatif ou consultatif. N'ayant pas de compétences législatives et étant dépourvu de pouvoir dans les questions clés comme la fiscalité, le champ monétaire et agricole, il joue un rôle interinstitutionnel avec une complexité suspecte en ce qui concerne les critères qui sont utilisés pour pondérer le rôle de

chaque partie. Ainsi il laisse systématiquement le plus grand rôle aux initiatives de la Commission Européenne et, surtout, au Conseil Européen et des ministres. Un cadre institutionnel où la répartition des pouvoirs ne se fait pas et dont la légitimité repose sur un organe marionnette. Le tout subordonné à un ensemble puissant : La Banque Centrale Européenne. Celle-ci constitue un des composants institutionnels clés du fonctionnement antidémocratique de l'Union Européenne actuelle.



En ce sens, il ne serait pas trop risqué d'affirmer qu'avec le traité de Maastricht et ses développements ultérieurs, la grande bourgeoisie européenne a pu, par la consolidation de l'Union Européenne, faire un bond qualitatif en termes de stratégie de domination et d'exploitation des peuples et des classes populaires. En effet, elle s'est dotée d'un nouvel outil complémentaire qui est non seulement responsable du démantèlement sans grand coût des droits sociaux conquis par les classes populaires à travers l'histoire et la biodiversité de peuples, mais elle s'est aussi attelée à détruire progressivement le plus grand ennemi et obstacle à l'accumulation débridée de capital : le contrôle démocratique de la part du peuple et des classes opprimées. Ce sont ces caractéristiques du cadre antidémocratique de domination et d'exploitation combinées avec des tensions internes dans le bloc dominant pour la répartition inégale des gains accumulés, qui se sont accentuées avec le début de la crise structurelle de 2007.

2. La réponse de l'UE à la crise structurelle de 2007



2.1 Crise et offensive capitaliste

Une fois analysé le caractère que l'Union Européenne a en tant que défenseur des intérêts des classes dominantes, nous allons commencer à étudier son rôle depuis 2007. La crise produite par le système de production capitaliste a été un outil que les forces néolibérales ont utilisé pour renforcer l'accumulation de capital. Les élites économiques et politiques européennes ont su utiliser ce contexte et la peur de la population (perte d'emploi ou des aides sociales), pour entreprendre une série de mesures, de réformes et de législations menant à une offensive dévastatrice contre la classe travailleuse. Et même si, face à ces attaques, il y a eu des oppositions et de la résistance, les pouvoirs en place de la classe dirigeante, ont réussi dans une large mesure, à neutraliser notre résistance et réaliser leurs plans économiques sans trop de difficultés.

Le modus operandi de l'offensive capitaliste

La crise financière en Europe a causé d'immenses dettes privées auxquelles certains États, dès le départ, ne pouvaient pas faire face. Compte tenu de l'impossibilité de payer la dette des

banques, ces États, pour remplir leur fonction de défenseurs des intérêts de la grande bourgeoisie, ont fait appel à l'UE à travers son appareil politique économique, la Troïka (Commission Européenne, Banque Centrale Européenne et Fond Monétaire International).

La Troïka a lancé une série de sauvetages envers plusieurs États, qui se sont endettés pour pouvoir injecter de l'argent public à des entreprises privées et ainsi protéger leurs intérêts. Bien sûr, la dette causée par la mauvaise façon de faire de ces banques, a été payée et se paye encore avec l'argent des contribuables. C'est pourquoi nous disons que c'est une dette illégitime pour le peuple.

Plus encore, cette dette est payée au détriment de l'aggravation des conditions de vie des secteurs populaires et de la violation des droits de toutes les travailleuses notamment les femmes. La Troïka exige toutes ces mesures avec l'excuse que les États paient la dette. C'est là que les États acceptent de perdre leur souveraineté économique et fiscale, et que les décisions soient prises dans un cadre supranational, en éliminant le peu de souveraineté populaire qu'il leur restait. La prise des décisions s'éloigne à chaque fois

Union Européenne: NOUS NE TE VOULONS PAS, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE TOI!

plus du peuple en étant monopolisée par les technocrates des différentes structures créées par l'UE dans une stratégie bien conçue pour assurer l'exploitation de la classe ouvrière et l'accumulation du capital.

Ainsi, sous le dogme de "l'austérité" (qui sont en fin de compte des programmes d'ajustement structurel de la Troïka) et en payant la dette illégitime, ils pillent et démantèlent le mal-nommé "État du bien-être". C'est l'excuse parfaite pour adopter des lois qui attaquent brutalement les conquêtes de la classe ouvrière. Pour se faire une idée, voici les différentes mesures adoptées dans l'Etat espagnol:

- Réforme de l'article 135 de la Constitution
- Réforme du travail
- Réforme de l'éducation (loi Wert)
- Réforme du secteur électrique
- Loi de l'avortement
- Loi sur la sécurité des citoyens (loi Baïllon)
- Réforme des retraites
- Violation du droit à des soins médicaux adéquats
- Attaques racistes
- Augmentation de la répression
- Frais judiciaires

- Pollution et changement climatique
- Pauvreté énergétique
- L'éducation pour l'élite
- Démantèlement des programmes de bourses d'études et des aides

Cette série de mesures, prises à la fois par les gouvernements du PP et du PSOE, répondent aux mêmes objectifs. Programmes d'«austérité» pour payer la dette exigée par la Troïka, qui établit les fondations pour alimenter la phase interclasse et de la prétendue souveraineté. En ce sens, les conséquences pour la classe ouvrière sont dévastatrices:

- Gel et abaissement des salaires
- Augmentation du chômage
- Suppression des conventions collectives
- Augmentation de la précarité
- Pauvreté
- Privatisation des services publics
- Expulsions
- Intensification de la domination patriarcale
- Perte des retraites

Augmentation des taxes et des prix de la plupart des biens et services de base



Cela revient à la création d'une classe ouvrière dépossédée et de plus en plus pauvre, qui est prête à assumer son exploitation, de sorte que la classe dominante puisse accumuler de plus en plus de capital de plus en plus vite.

Ce sont les conséquences que la

crise financière a eues pour une grande partie de la population. Conséquences qui ont affecté au moment de la crise, mais qui sans aucun doute affecteront de façon chronique les conditions de vie de la classe ouvrière à long terme. Il est important de signaler que lorsque les conditions de vie se paupérisent, ce sont les femmes qui souffrent le plus de pauvreté, du manque de services publics et sociaux et de la précarité. Car ce sont la plus part du temps elles qui exercent les emplois les plus précaires, les moins bien rémunérés et les travaux domestiques non reconnus comme du travail salarié (soins, tâches ménagères ...).

De plus, quand nous parlons des conséquences de la crise nous ne pouvons les voir comme des questions isolées de chaque Etat vu que des mesures similaires sont appliquées dans tous les pays de l'Union européenne, qu'il y ait sauvetage ou non. La dernière réforme du travail dans l'Etat français menée à bien par le gouvernement socialiste en est un bon exemple.

Son effet combiné a renforcé les institutions non élues démocratiquement dans le contrôle des politiques économiques, fiscales, de travail et aussi dans le contrôle des dépenses publiques de chaque pays; et a remis le peu qu'il restait de souveraineté aux technocrates de la Commission européenne et de la BCE. C'est-à-dire qu'ils ont cherché à approfondir la construction d'un système de pouvoir économique politico-militaire, autoritaire et patriarcal, qui garantisse la continuité des intérêts des grandes corporations capitalistes.

Jusqu'ici, nous avons vu les premières conséquences de la réorganisation qu'a connu le capitalisme en Europe, mais les

mesures approuvées ont encore de la route: une «révolution silencieuse» pour reprendre les mots de Durao Barroso se matérialise dans l'Union européenne.

Il est prévisible que les politiques économiques se centrent sur la réduction des dépenses sociales et privatise les systèmes politiques de pensions pour assurer l'«équilibre fiscal», mais aussi qu'elles brisent les salaires et les lois relatives au travail pour «encourager la compétitivité». L'objectif final, est d'en finir avec les conventions collectives, les lois qui interdisent les licenciements, la négociation collective et instaurer la libéralisation des services.

Es élites sont parvenues à un consensus général sur la direction à prendre. Ce ne sera pas un douloureux programme économique temporaire pour faire face à la crise économique, mais plutôt un objectif d'imposition des mêmes politiques que celles imposées aux états grec, irlandais, portugais, espagnol, comme modèle perpétuel du régime néolibéral pour toute l'UE.

L'exemple de la Grèce

Les pays de la périphérie européenne sont ceux qui ont le plus souffert de la crise (comme c'est toujours le cas), ce sont eux qui ont été «secourus» par la Troïka, et qui doivent offrir leur souveraineté en échange d'une dette impayable qui se traduira par des exigences de privatisations, coupures, libéralisation du marché, etc.

L'appauvrissement rapide que supposaient les deux mémorandums approuvés par les gouvernements de la droite (nouvelle démocratie) et du centre (PASOK), mena à

un intéressant cycle de luttes contre les mesures imposées par la troïka.



Ce cycle de luttes populaires représenta aussi un pari institutionnel pour Syriza, qui parvint à gagner les élections en 2015, appelant à un référendum sur le paiement de la dette grecque considérée comme illégitime.

C'est alors que l'UE a montré son vrai visage, imposant les intérêts économiques et politiques à la situation extrême de la population grecque. Pour défendre ces intérêts, elle menaça non seulement les négociateurs du gouvernement grec, mais aussi toute la population, en fermant les banques et en laissant la Grèce dans une situation de «corralito» quelques jours avant le referendum.

Malgré cela, le peuple grec a montré sa détermination et sa conviction pour récupérer sa souveraineté, même si cela signifiait sortir de l'UE et de l'Euro, en assumant toutes les conséquences. Le référendum du 5 juillet donna lieu à un profond rejet des conditions du plan de sauvetage proposé par l'Union européenne, le FMI et la BCE, avec 62,5% d'appui votant «Oxi» (non) dans tout le territoire grec.

Cependant, l'incapacité du nouveau gouvernement grec et les menaces de l'UE convertirent ce "non" en "oui" en 12 heures, ouvrant les portes à un troisième

mémorandum et au paiement de la dette en échange de plus de coupures, de privatisations et de la perte de droits pour la majorité de la population.

Dans ce contexte, c'est une Grèce qui a perdu totalement sa souveraineté, à la merci des politiques dessinées depuis Bruxelles, dans les mains de multinationales, comme point stratégique de l'OTAN et étant pillée de ses biens naturels et de sa classe travailleuse. Soit, une colonie des élites européennes.

C'est pourquoi la Grèce nous avertit des conséquences que peuvent avoir les mesures qui sont en cours d'approbation à la périphérie mais aussi au centre de l'UE et qui dessinent le chemin que veut prendre le capitalisme en Europe, éloignant de l'espace de décision les couches populaires mais aussi les parlementaires nationaux, écrasant ainsi la souveraineté des peuples pour donner leurs pouvoirs économiques et politiques à l'impérialisme occidental.

2.2 Les traités de libre échange : les bases du capital transnational

Pour mener à bien une telle offensive, le grand capital transnational pouvait compter, comme nous l'avons dit plus haut, sur plusieurs structures d'état totalement investies dans la défense de leurs intérêts mais aussi sur les puissantes structures internationales (BM, FMI, OMC). Ces dernières, véritables gardiennes de la doctrine de la libre circulation de capitaux, c'est-à-dire des intérêts des grandes corporations, ont été dès leur création, les grands défenseurs des traités de libre échange, racines politico-économiques implémentées pour façonner l'idéologie capitaliste néolibérale.

Union Européenne: NOUS NE TE VOULONS PAS, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE TOI!

En effet, bien qu'existant avant l'ère néolibérale, les traités bilatéraux et multilatéraux se sont multipliés pendant les 30 dernières années, causant des ravages sociaux et économiques chez les peuples signataires (particulièrement chez ceux ayant le plus faible développement productif du fait de leur position dépendante et subordonnée dans la structure capitaliste-impérialiste) et, de manière générale, dans la classe travailleuse des pays signataires. Le néolibéralisme comme les traités de libre commerce n'ont fait qu'accentuer les inégalités structurelles entre les puissances impérialistes et les peuples dépendants, comme celles existant entre les classes dominantes et opprimées de chaque pays.

En tenant compte de ce cadre général, la première conclusion à laquelle nous parvenons est que le TAFTA et le CETA s'enracinent directement dans la logique d'accumulation capitaliste néolibérale en vigueur au cours des dernières décennies, créant de nouvelles conditions favorables au grand capital financier industriel, et donnant chaque fois un peu plus de pouvoir et d'impunité aux grandes multinationales au prix de la souveraineté et des intérêts des peuples travailleurs.

TAFTA

Le TAFTA est la proposition de traité de libre échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique, qui est actuellement en négociation.

A ce jour, la situation des négociations est très complexe. La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne a compliqué les négociations, vu que pour parvenir à un accord final il faut que les britanniques

continuent d'approuver toutes les démarches. Par contre, s'ils sortent de l'UE, ils devront commencer à négocier de zéro un nouvel accord bilatéral.

D'un autre côté, avec l'élection du nouveau président des Etats-Unis, Donald Trump, il semblerait que les négociations soient suspendues en attendant de connaître l'évolution des postures du nouveau gouvernement, qui pour le moment, semble se diriger plus vers une politique économique protectionniste plutôt que vers la signature d'accords commerciaux internationaux. Pour autant, on ne peut rien écarter.

CETA

Le CETA est l'accord de libre échange entre le Canada et l'Union européenne. Ce dernier a déjà été ratifié par le parlement européen, le 15 février 2017.



L'approbation du Parlement européen a été nécessaire à l'entrée en vigueur d'un pacte qui avait été donné pour mort l'année précédente, après que la région belge de Wallonie oppose un veto au document.

Union Européenne: NOUS NE TE VOULONS PAS, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE TOI!

Après sa résurrection grâce à l'approbation du Parlement européen, le CETA est entré en vigueur, bien que sous une forme provisoire. Il manque la ratification de chacun des parlements nationaux et régionaux, où court le risque d'une nouvelle attaque du document.

En réalité, le CETA n'est pas très différent du TAFTA, se ressemblant fortement dans la violation des droits. De plus, on s'attend à ce que quand le TAFTA sera approuvé, le CETA deviendra la voie qu'utiliseront les multinationales étasuniennes pour s'ouvrir un chemin vers l'Europe.

2.3 L'OTAN, bras armé du capital de l'UE

Depuis la chute du bloc socialiste, l'OTAN s'est maintenue et a incorporé de nouveaux membres à son action criminelle, elle a aussi étendu les zones où elle se garde le droit d'intervenir militairement tant de façon ouverte que cachée. Depuis les bombardements en ex-Yougoslavie qui assurèrent le renforcement du capitalisme sauvage dans les pays d'Europe de l'Est dans les années 90, en passant par les tueries en Irak et en Afghanistan ainsi que par le saccage correspondant dans cette région, l'OTAN vient assurer dans les dernières décennies le blindage politico-militaire dont le bloc capitaliste impérialiste a besoin pour empêcher toute remise en question de son hégémonie mondiale.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent directement les dernières interventions en Libye, en Syrie et en Ukraine. En effet, via la promotion du chaos et de l'affrontement civil, l'OTAN cherche à déstabiliser et contrôler ces régions qui constituent de véritables maillons stratégiques dans la lutte géopolitique féroce que les Etats-Unis

et l'Union européenne ont déclenchée contre la Russie et la Chine. Il est évident que le bras armé de l'impérialisme se renforce pour pouvoir faire face aux prochains pas de son offensive impérialiste.



Libye

Avec l'intervention de l'OTAN en Libye, l'impérialisme a engagé une contre-attaque féroce posant les piliers politico-militaires d'un nouveau front stratégique. L'attaque en Libye combinait la nécessité politique de se défaire d'un gouvernement imprévisible à tendances souverainistes, la nécessité économique de récupérer le pétrole du pays, une nécessité géopolitique de créer un barrage entre les deux pays voisins qui étaient dans un processus de changement (Tunisie et Egypte), et enfin une nécessité géostratégique d'établir une base militaire en Afrique pour pouvoir matérialiser les projets impérialistes, trop longtemps reportés, à charge de son commandement militaire pour le continent africain (AFRICOM).

L'agression impérialiste de l'OTAN s'est faite sous couverture d'une résolution des Nations Unis. Pour la première fois dans l'histoire de l'ONU, la guerre fut déclarée à un peuple sans avoir exploré auparavant la possibilité d'une solution diplomatique, même à minima.

Nous savons tous que cette agression impérialiste s'est soldée par l'assassinat du colonel libyen Kadhafi et par l'immersion dans un chaos total de la Libye totalement détruite. A partir de la guerre lancée par l'OTAN en 2011 contre la Libye, un scénario pour d'autres conflits s'est instauré. Il est connu et prouvé que le saccage de vastes arsenaux d'armes durant l'opération de l'OTAN a alimenté la mal nommée guerre civile en Syrie, qu'il a participé au renforcement des groupes islamistes du Nigeria au Sinaï et a déstabilisé le Mali. De fait, aucun des conflits débutés depuis 1991 comme en Irak, Somalie, dans les Balkans, en Afghanistan, Libye, Syrie n'a résolu les problèmes existants, sinon qu'ils sont tragiquement exacerbés.

Syrie

L'agression de la République arabe de Syrie s'inscrit dans l'objectif stratégique de réaménagement d'un «Nouvel Orient proche» qui cherche à anéantir, par la destruction et le chaos, toute lueur de souveraineté des peuples de la région. De fait, l'impérialisme a déjà marqué des positions stratégiques depuis septembre 2001 par les déclarations de Wesley Clark (général à la retraite de l'armée des Etats-Unis et commandant suprême de l'OTAN pendant la guerre au Kosovo) dans lesquelles il établissait la liste des pays où auraient lieu des interventions militaires: Irak, Libye, Syrie, Liban, Somalie, Soudan et Iran.

Dans le cas de la Syrie, voici certaines des principales raisons qui ont poussé les impérialistes et leurs alliés à intervenir ouvertement: sa condition d'état non aliéné à l'axe sioniste-impérialiste (relations avec l'Iran, le Hezbollah libanais, la Palestine); la

présence d'importantes réserves de gaz dans ses sous-sols et sa position géographique, qui en font un couloir stratégique pour le transport de gaz vers les zones névralgiques du capitalisme occidental; et la nécessité de prendre position avant un nouvel affrontement avec les puissances asiatiques (Russie et Chine). Nous disons ouvertement compte tenu du fait que depuis le début du conflit, il y a plus de 5 ans, les puissances impérialistes et leurs alliés locaux interviennent fournissant conseils, infrastructures, armes et mercenaires aux fractions les plus réactionnaires de l'opposition armée, comme l'Etat islamique. Comme si cela ne suffisait pas, le tout est conditionné par le bombardement de la base de l'armée syrienne par les Etats Unis en avril 2017.

Les principaux objectifs géopolitiques dans la région sont:

- Maintenir le contrôle du territoire du Moyen Orient
- Maintenir le monopole des grands alliés occidentaux du Moyen Orient (Arabie saoudite, Qatar, Koweït) et en particulier du commerce du pétrole. Une Syrie chaotique fait qu'il est impossible de construire le grand oléoduc qui pourrait relier l'Iran à l'Europe à travers la Syrie, laissant le contrôle du commerce des combustibles fossiles aux mains des pays du Golfe.
- Protéger le grand allié qu'est Israël de la «menace» des pays chiites, ou plutôt, le laisser libre de pouvoir étendre son projet.

Défendre les intérêts de la Turquie, second membre le plus puissant de l'OTAN. La Turquie qui aspirait à se convertir en «dirigeante de la zone et guide d'une

pseudo internationale musulmane» qui s'étendrait du Maghreb aux pays d'Asie centrale, le tout avec l'approbation des forces occidentales et de l'OTAN.

Ukraine

Une fois de plus, les puissances impérialistes ont apporté la guerre au vieux continent. La guerre en Ukraine est un conflit financé et appuyé par les Etats-Unis et l'Union européenne, qui a commencé avec l'Euromaidan. Depuis 1991, l'OTAN n'a cessé de déstabiliser l'Ukraine à cause de ses relations avec la Russie, utilisant les divisions internes du pays. Depuis les soulèvements de l'Euromaidan et les démissions successives du président Yanukóvich ils atteignirent leur objectif. Par un coup d'état perpétré par les secteurs nationalistes et néo-fascistes ukrainiens, l'UE et les EU, parvinrent aux frontières russes, déstabilisant ainsi la région pour de bon.

Avec le nouveau gouvernement, la situation du pays se compliqua, car les habitants de Crimée, décidèrent de s'annexer à la fédération de Russie. De plus, des manifestations éclatèrent dans plusieurs villes de l'Ukraine orientale comme Donetsk, Lugansk y Járkov. A la mi-avril 2014, les autorités de Kiev lancèrent une campagne contre les dits «séparatistes». Dans ces provinces, différents types de référendums furent menés et l'indépendance de leurs régions fut déclarée.

C'est ainsi que pendant les mois qui suivirent, la guerre du Donbass fut déclenchée. A ce jour, l'état fasciste établit

en Ukraine est toujours en lutte contre ces territoires, et ce conflit a laissé un millier de morts, 1,7 millions de déplacés à l'intérieur du pays et 1,2 millions de réfugiés ukrainiens (en Europe et en Russie).

2.4 Le rôle de l'UE face à la «crise des réfugiés»

En Europe, nous assistons à l'une des majeures «crises des réfugiés» de notre histoire: en 2015, selon les données de l'Eurostat, plus d'un million de personnes demandaient l'asile à l'Europe, la majorité d'entre elles étaient originaires de Syrie, Afghanistan et Irak et, d'après les données de Oxfam, près de 10.000 personnes ont péri en tentant de traverser la Méditerranée.



Nous souhaitons souligner d'une part le fait que les personnes réfugiées furent principalement les pays susmentionnés, dans lesquels les puissances européennes ont intervenu et continuent d'intervenir militairement, créant des situations de chaos, de mort et de destruction. Mais

Union Européenne: NOUS NE TE VOULONS PAS, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE TOI!

comme si cela ne suffisait pas, l'UE et les états membres continuent de maintenir des relations politiques et économiques de préférence avec la Turquie ou l'Arabie saoudite, états dont le rôle déstabilisateur dans la région (via les bombardements aveugles et la connivence avec l'Etat islamique) a été publiquement reconnu.

Ainsi, il faut souligner aussi l'honteuse et inhumaine gestion réalisée par la majorité des états européens et l'Union européenne elle-même quant à l'urgente nécessité de donner une réponse aux demandeurs d'asile. En effet, alors que le Liban, petit pays d'à peine 5 millions d'habitants recueille dans ses terres plus d'un million de réfugiés, l'UE avec ses 510 millions d'habitants non seulement se limite à donner refuge à quelques 160 milles personnes (soit 14% de l'ensemble des réfugiés) mais en plus elle ne respecte même pas ce qui avait été convenu.

Comme si cela ne suffisait pas non plus, l'Union européenne a décidé de fermer ses frontières et veut empêcher à tout prix l'entrée de nouveaux réfugiés, employant la répression s'il le faut, blindant encore plus la forteresse européenne avec un pacte honteux avec l'état répressif turc. A cela il faut ajouter une Grèce que l'UE a transformée en un grand camp de rétention de réfugiés, un Danemark ou une Suisse qui adoptent des mesures comme la saisie d'argent et objets aux personnes qui ont réussi à atteindre leur territoire et une Allemagne et un Danemark qui, pour les obstacles qu'ils imposent au regroupement familial, se sont convertis d'après le Parlement européen en «modèle à suivre».

Cette situation d'abandon généralisé de milliers de réfugiés a pour résultat que de nombreuses personnes en arrivent à vivre

dans des conditions de vie déplorables. Sans aucun droit reconnu, ils deviennent une cible facile pour la mafia et les exploitants qui profitent de cette situation. Dans le cas des femmes, c'est encore plus dénigrant car beaucoup d'entre elles sont soumises à devenir des esclaves sexuelles, quand elles ne sont pas directement violées aux frontières par les soldats qui les gardent.

Pendant ce temps, sur le front militaire, l'OTAN patrouille sur la mer Egée à la recherche de réfugiés pour les rendre à la «case départ» et sur le front idéologique, les institutions politiques européennes n'ont aucun scrupule à utiliser un discours xénophobe et islamophobe.



2.5 Du caractère antidémocratique de l'Union européenne à l'autoritarisme sans complexe

Le peuple travailleur européen se trouve à la croisée des chemins de disputes pour l'hégémonie entre les différents centres financiers mondiaux. Dans ce contexte de confrontation, des mesures à caractère militaire, économique, politique et idéologique sont soutenues. Pour le capitalisme monopoliste européen il est essentiel de consolider son pouvoir sur le terrain économique, comme sur le terrain idéologique. A l'intérieur de ce devoir nous pouvons trouver, parmi diverses questions,

Union Européenne: NOUS NE TE VOULONS PAS, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE TOI!

l'imposition d'un relais médiatique qui justifie tout: des mesures antiterroristes les plus répressives, jusqu'aux plans d'ajustements économiques imposés par la Troïka, en passant par des politiques migratoires exclusives et antidémocratiques comme par des protocoles partagés de sécurité à l'intérieur de l'espace Schengen.

A ce jour, l'Europe, non seulement court le risque de perdre son hégémonie, mais en plus elle commence à se montrer vulnérable dans un scénario politique multipolaire, ce qui pousse l'Union européenne à chercher des solutions à travers une série de tactiques claires: augmentation des politiques répressives et accords supra étatiques de sécurité, et flexibilisation des lois de marché pour

garantir l'augmentation du taux de profit des grands monopoles européens.

Menace terroriste et justification de la répression

Après le marché unique et l'Euro, l'un des trois axes stratégiques de l'UE est de garantir la liberté, la sécurité et la justice. Ce dernier principe s'est construit fondamentalement autour des politiques antiterroristes conçues depuis le 11 septembre 2001 puis renforcées après les attentats de Paris, Nice, Londres, Bruxelles, Istanbul, Berlin...

Les politiques antiterroristes, faussement justifiées au nom de la protection des citoyens, ont servi à étendre à la population des moyens de contrôle social



et de sécurité réduisant les droits fondamentaux. Dans l'Agenda Européen de Sécurité, il est proposée l'actualisation de la législation pénale en vigueur afin de l'adapter à la menace terroriste. Ces moyens attribuent plus de compétences à EUROPOL (organisme supra-étatique de police) et cherche à créer une agence de renseignements européenne qui partagerait des informations sur les citoyens supposément dangereux.

Il faut avoir à l'esprit que la machine idéologique du capitalisme ne prend pas seulement en compte les faits mais construit son propre récit promu par les médias hégémoniques, inculquant une politique de la peur. Cette socialisation de l'insécurité place la population à la merci d'une menace aléatoire et arbitraire et aide à justifier les mesures de contrôle social et les atteintes au droit fondamental à une vie privée en échange d'une supposée garantie de sécurité. En ce sens, la responsabilité de facto des Etats européens dans la promotion, le financement et le développement du terrorisme djihadiste dans le monde, à travers leur participation active aux interventions militaires de l'OTAN, est ignorée.

L'un des dispositifs les plus controversés est le PNR (Passenger Name Record, Données des dossiers passagers), un historique de l'activité de chaque passager aérien dans lequel apparaissent les données personnelles comme les noms des proches, les coordonnées bancaires... Ces données doivent être transmises par les compagnies aériennes et peuvent être partagées par les 27 Etats qui participent à cet accord. Il est évident que les informations partagées ont plus une utilité politique que pratique, sans oublier l'intérêt économique de vendre ces informations à

des agences de publicité, des multinationales... Cela permet de vérifier l'activité des personnes qui voyagent et donc, en définitive, de pratiquer une surveillance généralisée. Les personnes favorables à la création de ce fichier disent: «La société doit savoir qu'entre la liberté et la sécurité, il y a toujours une analyse des risques et que nous devons nous habituer à savoir vivre avec moins de liberté en fonction des niveaux de menace», menace qui est, bien évidemment, évaluée par les structures capitalistes cherchant à protéger leurs intérêts internationaux.

L'état d'urgence dans l'Etat Français, étendu de manière extraordinaire suite aux pressions de l'extrême-droite française, est un bon exemple pour expliquer ce phénomène de «comment justifier la répression à travers la protection et la sécurité». L'Etat français a préparé une série de changements législatifs et constitutionnels ad hoc qui ressemblent au «Patriot Act» étasunien conçu par le cabinet de Georges Bush suite aux attentats du 11 septembre. Cette mesure, appelée «Loi du Renseignement», appelle à l'indépendance nationale, l'intégrité territoriale et la défense nationale, à la «prévention du terrorisme» et à la «protection des grands intérêts de la politique extérieure», comme «la lutte contre la délinquance et le crime organisé», des formulations tellement générales qu'elles ne vont pas être seulement applicables à la «menace djihadiste» mais aussi à n'importe quel mouvement et organisation de gauche. Avec cette loi le ministère de l'Intérieur étend ses pouvoirs en limitant le droit de manifester, en permettant les perquisitions pour de simples suspicions et les assignations à résidence sans l'intervention d'un juge. En six mois

Union Européenne: NOUS NE TE VOULONS PAS, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE TOI!

d'application de ces mesures, il y a eu 3500 perquisitions et 400 personnes assignées à résidence. Des militants de gauche et des musulmans sans aucun lien avec l'islamisme ont été les principales victimes de ces mesures intrinsèquement xénophobes.

Dans l'Etat espagnol, la batterie de «mesures antiterroristes» a entraîné des modifications de la loi (Loi de Sécurité Citoyenne, loi antiterroriste...). Ainsi, le concept d'appartenance à une organisation terroriste a été étendu et il est maintenant possible d'inculper pour terrorisme une personne qui n'a aucun lien concret avec une organisation définie comme telle. En définitive, a été étendue la définition arbitraire de terrorisme en imposant des peines disproportionnées à des actions aussi banales qu'écrire un tweet. Avec cette batterie de mesures, il est évident qu'il ne s'agit pas de poursuivre un supposé djihadisme mais d'augmenter les condamnations pour des actions de dissidence politique.

Ces mesures sont une anticipation des Etats aux possibles réponses du peuple travailleur européen dans les rues. Cet exercice obsessionnel de garantir la sécurité et le contrôle social contient un objectif clair: répondre avec détermination et une supposée légitimité à l'évidente riposte



populaire face aux propositions antidémocratiques européennes au sujet de la crise économique et de la perte de l'hégémonie européenne.

Institutions antidémocratiques et récupération de l'hégémonie

Le maintien de l'hégémonie de l'Europe ne passe pas seulement par le renforcement des frontières, la militarisation et la sécurité mais aussi, évidemment, par le renforcement de ses structures économiques et la garantie que toutes ces mesures permettront l'accumulation du capital.

Les institutions de l'Union européenne déterminent les directions prises par les politiques économiques des Etats membres, établissent des critères sur les priorités de la politique économique et sociale comme les droits du travail et sociaux. Ce n'est pas un hasard si, même dans l'Union européenne, s'est mise en place un processus de polarisation avec un centre (Allemagne) et une périphérie (Etats italiens, espagnols et grecs) où ont eu lieu des réformes pour flexibiliser le marché du travail afin de répondre aux intérêts économiques des monopoles européens qui influent l'agenda de la Banque Centrale Européenne et des autres institutions économiques supra-étatiques. Le TAFTA et le CETA sont des exemples d'accords commerciaux dont la finalité est de restaurer l'hégémonie européenne dans un contexte multipolaire où les BRICS émergent comme un axe de compétitivité économique et militaire.

Dans ce contexte de réaffirmation de son rôle géopolitique, les Etats européens, notamment l'Allemagne, ont remis sur la table l'idée de constituer une armée

Union Européenne: NOUS NE TE VOULONS PAS, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE TOI!

européenne. Angela Merkel a ainsi affirmé que la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (historiquement opposé à la constitution d'une Unité de Défense Européenne) et la victoire de Trump exigent de l'Europe qu'elle se dote d'une sécurité propre dans évident exercice de légitimation de son pouvoir. Dans son discours, Merkel affirme que «Bruxelles devra assumer plus de responsabilités dans le monde».

Ces mesures d'ajustements économiques, de polarisation, de moyens de sécurité et d'unification de la défense ont un seul objectif : défendre les intérêts économiques de la classe dominante de l'Union européenne et des Etats membres et renforcer son hégémonie dans les domaines économiques et militaire.

Dans ce processus de crise où les rôles des différentes puissances restent à définir, le peuple travailleur européen est l'éternel perdant, comme les nations sans Etat subordonnées aux intérêts des Etats membres de l'UE qui déterminent et conditionnent les futurs politiques des marges de l'Europe du capital.

3.

Quelles sont les alternatives pour surpasser la crise?



En ce moment, comme nous l'avons dit tout au long de ce document, l'Union européenne est entrée dans une crise sans précédent et cela met en compétition les différents blocs historiques se battant pour le pouvoir en Europe. Ainsi, chacune de ces visions cherche à gagner des espaces ou, en tous cas, à ne pas les perdre.

3.1 Le pari actuel des positions historiques

Après avoir étudié les réponses que l'Union européenne a mises en œuvre depuis le début de la crise de 2007, nous allons maintenant présenter les quatre idéologies constituées en Europe. Chacune d'elles a répondu et répond aux intérêts de certains groupes et classes sociales déterminés, projetant à travers son action politique un projet pour le futur de l'Europe. Ces quatre visions ont changé de forme et de capacité selon la lutte des classes. Ainsi, selon la conjoncture et les alliances constituées, se sont créés des blocs historiques dans lesquels chacune de ces forces ont eu la possibilité de rendre hégémonique leurs politiques en Europe, en prenant le pouvoir face aux autres.

Le bloc (néo)libéral

Le bloc néolibéral, le plus fort des quatre, détient le pouvoir depuis trente ans. Il a

été l'architecte de la libéralisation de la majorité des secteurs et des services publics. Il a été la force qui a réussi à renverser le soi-disant «Etat providence» et a été l'idéologue de la fin de l'Histoire. L'Union européenne a été l'un de ses instruments les plus importants et il a réussi à établir un régime adapté pour que la bourgeoisie internationale puisse exploiter la classe ouvrière en Europe.

Les réponses à la crise mises en œuvre par le bloc néolibéral ont entraîné une réaction de la classe ouvrière. Malgré cela, les néolibéraux ont eu assez de force pour freiner ces différentes expressions populaires : grèves générales dans plusieurs pays (Etat français, Portugal...), le mouvement des Indignés dans l'Etat espagnol, la révolution islandaise, le référendum grec... Ils ont pu contrer les ripostes populaires en utilisant une forte répression, la peur et la violence.

Ainsi, la seule proposition du bloc néolibéral est de continuer à pressurer la classe ouvrière qui souffre déjà et d'en retirer le maximum de bénéfices dans les plus courts délais. C'est de continuer l'offensive politico-militaire internationale contre des peuples souverains pour voler leurs ressources tout en essayant d'éviter les problèmes créés, comme l'afflux de

réfugiés. En clair, continuer d'exploiter les peuples et leur classe ouvrière.

Le bloc social-démocrate

La social-démocratie était puissante dans les années d'après-guerre où elle joua un rôle d'apaisement face aux forces révolutionnaires importantes à cette époque et avait le soutien des Etats-Unis pour freiner le communisme. Avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher et plus encore avec la chute du mur de Berlin, la voie social-démocrate a perdu toute capacité d'action au sein de la nouvelle donne mondiale où même les plus petites réformes ne sont plus acceptées par la droite en raison de la perte du pouvoir réel de la gauche. L'offensive néolibérale a mis fin à la possibilité d'une stratégie interclassiste en Europe.

Avec la dernière crise, la social-démocratie est réapparue dans de nombreux pays mais a rapidement échoué à freiner l'offensive capitaliste. L'exemple le plus clair est la Grèce où la social-démocratie a vendu l'entière souveraineté du pays à la Troïka. La frustration générale dans ce pays a enterré l'illusion de millions de personnes pour de nombreuses années.

Si la social-démocratie a prouvé quelque chose ces dernières années, ce sont les limites des institutions politiques actuelles pour surmonter la crise du capitalisme en permettant la défense des intérêts de la classe ouvrière avec des réformes partielles. A mesure que les contradictions du capitalisme ont progressé, et de plus en plus au niveau mondial, il n'y a plus de place au sein de la démocratie bourgeoise pour un changement progressif vers une autre société.



Le bloc d'extrême-droite

L'extrême-droite a su profiter de la mauvaise gestion de la crise économique par les néolibéraux. Ce bloc, en difficulté depuis sa défaite au cours de la Seconde guerre mondiale, a été utilisé pendant toutes ces années afin de freiner la gauche, a été uniquement appelé en cas de besoin, mais sans jamais remettre en cause les politiques néolibérales mises en œuvre. Avec la bourgeoisie nationaliste à l'avant-garde, ce bloc a refait surface ces dernières années en remettant en cause la gestion néolibérale et ses politiques internes et externes.

En profitant des mauvaises conditions de vie de la classe ouvrière, de la perte de privilèges de la classe moyenne mais également en promouvant un discours misogyne et xénophobe, l'extrême-droite a récupéré les frustrations de nombreuses couches de la société. L'incapacité de la gauche à présenter un projet concret et réaliste, à offrir une alternative aux problèmes les plus importants, a permis à l'extrême-droite de combler le vide laissé par la gauche. D'un autre côté, en utilisant un discours populiste, l'extrême-droite a su rendre crédible auprès de la population son programme tout en sachant qu'elle ne le mettra pas en œuvre. Ainsi, nous avons vu ces dernières années un virage à droite dans de nombreux pays, depuis l'Etat espagnol en passant par les pays

Union Européenne: NOUS NE TE VOULONS PAS, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE TOI!

scandinaves et l'Europe de l'est jusqu'au Royaume-Uni et le Brexit. Il reste à savoir ce qui se passera dans l'Etat français mais la tendance générale est claire.

L'extrême-droite, en tant que bloc, a questionné le pouvoir des néolibéraux. Nous savons que cela n'affectera pas beaucoup les conditions matérielles de la classe ouvrière mais cela aura sans aucun doute un grand impact sur les droits civils et politiques ainsi que sur les questions «raciales», culturelles, de genre ou d'orientation sexuelle. De plus, le nationalisme réactionnaire des pays impérialistes peut conduire à accélérer la course aux armements en augmentant la division internationale de la classe ouvrière déjà très atomisée.

Le bloc révolutionnaire

Le bloc révolutionnaire n'a pas eu la capacité de relever la tête depuis la chute du mur de Berlin. Le pouvoir de ce bloc a été très réduit et il est toujours demeuré marginal, confronté à la répression, ce qui l'a mis hors-jeu bien souvent. L'atomisation des organisations, l'incapacité d'articuler un espace propre, le peu de flexibilité dans la tactique et le fait de ne pas avoir surmonté les défaites subies ont fait que ce bloc n'est pas en mesure d'être une alternative.

Malgré cela, il n'y a pas un peuple d'Europe qui ne compte pas avec des organisations et des mouvements dont l'aspiration reste le dépassement du système capitaliste. En ce sens, il est important de tenir compte du fait que la défaite de la social-démocratie comme projet alternatif doit permettre au bloc révolutionnaire de présenter son projet, aussi urgent que nécessaire. C'est seulement à partir d'un

projet réellement émancipateur qu'il sera possible de faire face au projet néolibéral et au projet de l'extrême-droite. Pour cela, les secteurs révolutionnaires devront réussir à remplir les vides causés par ses dérives réformistes et infantilisantes et, aux côtés de la classe ouvrière, ouvrir un chemin pour son émancipation.



3.2 La proposition indépendantiste

Que les Etats européens soient une prison des peuples n'est pas une nouveauté. A mesure que la conscience nationale s'est développée dans les peuples sans Etat, associée à la chute des différents empires (Britannique, Austro-Hongrois, Ottoman...), la chute de l'Union soviétique (les pays baltes) et la désintégration de la Yougoslavie (Croatie, Slovénie, Bosnie...), la carte de l'Europe a toujours évolué. Ces dernières années, des processus indépendantistes se sont mis en route en Europe. Dans deux des plus notables, en Ecosse et en Catalogne, les forces majoritaires ont choisi de créer un Etat pouvant intégrer l'Union européenne.

Aujourd'hui, créer un Etat membre de l'Union européenne signifierait continuer à maintenir la même logique d'exploitation et de pillage qui a été vécue jusqu'au moment de la sécession. La question du paiement de la dette, des politiques d'austérité, de la composition antidémocratique de l'Union et de la défense des intérêts des grandes

entreprises rendent irréalisable un projet d'émancipation au sein de l'Union européenne. L'argument utilisé est de dire que le rapport de forces pourra être favorable aux secteurs progressistes après l'indépendance. Pour autant, même en changeant d'Etat et même en améliorant le rapport de forces à l'intérieur des paramètres établis par la démocratie bourgeoise, il sera toujours difficile de surmonter les contradictions que sous-tend cette dernière. Ainsi, comme on l'a vu plusieurs fois, sans donner des sauts qualitatifs en dehors de la logique institutionnelle bourgeoise (au niveau étatique ou supra-étatique), il n'y aura pas la capacité de surmonter le cadre actuel. Il a été démontré, surtout à partir de la crise économique de 2007, qu'en Europe, avoir un Etat démocratique bourgeois n'était pas suffisant pour maintenir la souveraineté politique d'une nation. L'indépendance formelle d'un Etat, de nos jours, est complètement conditionnée. Le Parlement grec approuve les lois écrites par la Troïka en anglais; les indépendances du Monténégro et du Kosovo sont un exemple des intérêts de l'alliance occidentale dans la région... Aujourd'hui, il est insuffisant de parler d'un processus d'indépendance sans une définition plus concrète. Un projet d'indépendance sans perspective de classe ne résout pas les problèmes urgents de la classe ouvrière, ni sa souveraineté.

Par conséquent, si nous voulons parler d'un projet indépendantiste qui défend les intérêts de la classe ouvrière et sa souveraineté, nous devons commencer à penser à un projet avec d'autres références pouvant surmonter le système actuel. Sans le socialisme, c'est-à-dire dans le cadre actuel de l'Union européenne et avec un

Etat bourgeois, il n'y a pas d'alternative possible pour la classe ouvrière.

3.3 Le phénomène du «Brexit»

Ces dernières années, le mécontentement de la classe ouvrière face aux politiques de l'UE a été rendu visible. Nous avons pu en voir un premier avertissement avec les différents référendums sur la Constitution européenne mais le rejet le plus clair et le plus évident est le Brexit, au Royaume-Uni. L'establishment politico-médiatique européen a voulu présenter ce rejet comme une conséquence d'un malentendu de la classe ouvrière, toujours coincée dans un nationalisme rétrograde et impérialiste. Pourtant, si tous les xénophobes ont voté en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE, tous ceux qui ont voté pour cette sortie n'étaient pas xénophobes.

La social-démocratie a contribué à créer, en définitive, une Europe qui ne défend pas et qui ne défendra pas les intérêts des classes qu'elle est censée représenter. Un exemple de cela est ce qui s'est passé dans l'Etat français où le Parti Socialiste, avec l'appui de l'actuel président et ancien ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, a essayé de détruire les syndicats. Cette situation nous rappelle ce qui s'est passé au Royaume-Uni à l'époque de Margaret Thatcher. Un autre exemple est celui de l'Etat espagnol où le PSOE a initié les politiques d'austérité. Mais le cas le plus significatif est sans doute celui de la Grèce, après la trahison menée par Syriza envers le peuple grec avec le mémorandum. Tous ces cas démontrent l'incapacité de la «gauche» à défendre les intérêts de la classe ouvrière. Ainsi, nous comprenons mieux pourquoi la classe ouvrière partage les propositions de l'extrême-droite.

Union Européenne: NOUS NE TE VOULONS PAS, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE TOI!

Il est logique et prévisible que les politiques néolibérales et les partis qui les appliquent seront rejetés par les classes populaires car ce sont elles qui souffrent le plus de chacune de ces politiques, comme la dérégulation de la mobilité du capital et du travail. Des régions entières du Royaume-Uni ont été dévastées avec la délocalisation de leurs industries, créant un chômage important dans ces régions. La déréglementation du monde du travail, accompagnée par la destruction de la protection sociale, a créé une grande instabilité et un manque de sécurité de l'emploi. Entre autres, ce furent les politiques des gouvernements de Blair et Brown qui ont jeté les bases de ce rejet généralisé de l'UE.

Par conséquent, il est clair que ce qui a fait pencher la classe ouvrière vers la proposition de l'extrême-droite au Royaume-Uni n'est pas seulement sa politique xénophobe ou réactionnaire mais l'offre d'une alternative supposée aux politiques qui ont aggravé ses conditions de vie. Le problème n'est pas tellement le fait que la classe ouvrière soit plus ou moins naïve, comme on a voulu nous le faire croire, mais de savoir quelle est l'alternative proposée pour améliorer ses conditions de vie.



4.

Conclusions et lignes de travail



Comme nous l'avons vu, l'Union européenne est née comme un instrument pour paralyser le socialisme et renforcer le capitalisme européen. Depuis lors, la structure de la société a été organisée en fonction des intérêts de classe de la bourgeoisie. Ils ont activé la marchandisation et la compétitivité de tous les domaines de la vie, la souveraineté des peuples a été détruite et ils ont conçu un système complexe de domination. Ainsi, pour accumuler et centraliser le capital et aliéner la population, ils utilisent des moyens militaires, économiques, politiques, idéologiques... Les conséquences qu'ont à subir les travailleurs sont très claires: emplois et modes de vie précaires, privatisations des services publics comme des biens collectifs, double exploitation des femmes, manipulation des médias, interventions et agressions impérialistes, persécution et répression policières et judiciaires... Dans le cadre de l'Union européenne, les oligarchies européennes utilisent les Etats et les institutions européennes pour défendre leurs intérêts.

Si l'Union européenne a été remise en question, ce n'est pas par la gauche mais par la droite. Les élections françaises et allemandes dessineront en grande partie l'avenir de l'Union européenne. Les secteurs nationalistes conservateurs se présentent comme ceux pouvant changer la

politique libérale de l'Union européenne, certains ont même choisi de la quitter. La gauche, de son côté, est en arrière-plan et ne parvient pas à contrecarrer les avancées libérales comme nationalistes conservatrices, elle ne parvient pas à affronter les débats pour surmonter la crise de l'Union européenne et sa propre structure. La gauche a perdu le nord, a de sérieuses difficultés à établir une théorie et une pratique effectives et a été surpassée par les conservateurs.

L'Union européenne ne peut pas être changée de l'intérieur puisqu'elle est depuis l'origine un outil d'accumulation du capital, toutes ses institutions ont été créées pour cela. Cela restera ainsi, elle continuera de défendre les intérêts capitalistes et impérialistes de la bourgeoisie européenne. Elle ne peut pas être changée de l'intérieur, elle ne peut pas être.

Par conséquent, depuis Euskal Herria, si nous voulons nous organiser selon les intérêts de la classe ouvrière, nous devons commencer à travailler pour réaliser des alliances et des outils dès aujourd'hui. Premièrement, nous devons organiser et renforcer le mouvement révolutionnaire basque pour faire face à l'Europe du capital et à l'impérialisme occidental.

Union Européenne: NOUS NE TE VOULONS PAS, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE TOI!

Deuxièmement, nous devons nous efforcer de mettre un terme aux différentes agressions (politiques, économiques, antisociales, d'extrême droite, impérialistes, patriarcales, racistes...) subies par le peuple travailleur basque et fixer nos objectifs en créant notre conscience collective. Nous devons faire face à l'offensive capitaliste.

Troisièmement, nous devons nous débarrasser de nos complexes et nous devons placer la classe travailleuse basque contre l'Union européenne. La pratique politique de nos organisations doit être dirigée contre l'Union européenne.

Quatrièmement, nous devons échanger nos expériences avec les autres peuples travailleurs et fixer des objectifs communs, nous devons activer des luttes communes.

Enfin, au niveau stratégique, nous devons œuvrer en faveur d'une société qui ira à l'encontre des intérêts de la bourgeoisie. Nous devons construire notre avenir basé sur la défense des intérêts de la classe ouvrière et de la solidarité internationaliste. Pour ce faire, nous devons commencer à réfléchir à une stratégie pour construire le socialisme en Euskal Herria en tant que peuple souverain. Parce que face aux

oppressions fondamentales, nous avons besoin de changements radicaux.

Pour conclure, pour pouvoir confronter l'Europe du capital à un autre modèle d'intégration, nous devons réfléchir, dès aujourd'hui, à la direction à prendre une fois le rapport de forces en notre faveur. Pour promouvoir une intégration des peuples souverains, socialistes, féministes et internationalistes, nous devons construire des alliances et créer les outils qui nous seront nécessaires.

